

# UNE DÉMOGRAPHIE PARADOXALE

## CHRONIQUE<sup>1</sup>

Ces dernières années, la crise démographique en Russie a été l'objet de nombreux articles tant dans les revues spécialisées que dans les quotidiens et sur les sites d'actualité, soulignant la décroissance de la population dans un contexte de baisse de la natalité et de haut niveau de la mortalité. L'interruption de ces tendances a été, à de multiples reprises, associée à des changements dans les politiques démographiques et sociales. Les questions de migration ont aussi été au centre de l'attention, dans des contextes manifestement hésitants de politique migratoire, ainsi que de flux de réfugiés d'Ukraine. L'accent mis sur les politiques démographiques menées par les autorités russes, évoqué par le président Vladimir Poutine lors de son adresse à l'Assemblée fédérale du 10 mai 2006, est également souligné quand le président annonce la création du « capital maternel », qui focalise toute l'attention, alors que d'autres mesures, toutes orientées vers le soutien à la natalité, sont appliquées, notamment une augmentation sensible des allocations de congé de maternité, l'instauration d'allocations pour les femmes au foyer, la baisse des coûts des services dans les établissements préscolaires<sup>2</sup>.

Par Alain Blum, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED), directeur du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC, EHESS/CNRS), membre du Conseil scientifique de l'Observatoire franco-russe.

1. « Chronique », car ce texte prolonge des articles équivalents parus, les années précédentes, dans ce même recueil, utilisant les données les plus récentes pour poursuivre l'examen des transformations démographiques en cours dans la Fédération de Russie. Voir en particulier, en 2016, Sergueï Zakharov, « La fécondité en Russie en période de politique nataliste », pp. 323-328 et Ioulia Florinskaïa, « Les migrants ukrainiens en Russie », pp. 329-332 in *Russie 2016. Regards de l'Observatoire franco-russe* (sous la direction d'Arnaud Dubien), L'Inventaire, Moscou/Paris, 2016.

2. Sergueï Zakharov, « Skromnye rezultaty pronatalistskoï politiki na fone dolgovremennoi evolioutsii rojdaemosti v Rossii » [Les modestes résultats de la politique nataliste sur fond d'évolution longue de la fécondité en Russie], Première Partie, *Demograficheskoe obozrenie*, 3, 2016. Nous voudrions profiter de cette référence pour attirer l'attention sur une revue démographique russe qui a désormais trois ans d'existence et offre des articles scientifiques de grande qualité.

Rappelons ici que le capital maternel consiste en un capital important versé aux familles à la naissance de leur second enfant, qui ne pourra être utilisé qu'au profit de l'enfant (coût de l'éducation, amélioration de l'habitat, etc.). Son montant a été réévalué avec l'inflation, alors que la plupart des allocations ne sont pas indexées. (Notons cependant que les indexations du capital maternel ont été gelées en 2016 et en 2017.) Cette mesure-phare de la politique démographique russe suscite de nombreuses interrogations par son caractère extrêmement volontariste et sa nature inédite. Elle est évaluée de façon très différente par les démographes et les politiques. Cependant, elle ne doit pas occulter d'autres transformations de la démographie russe, en particulier en matière de mortalité, qui sont sans doute plus profondes et essentielles pour le futur.

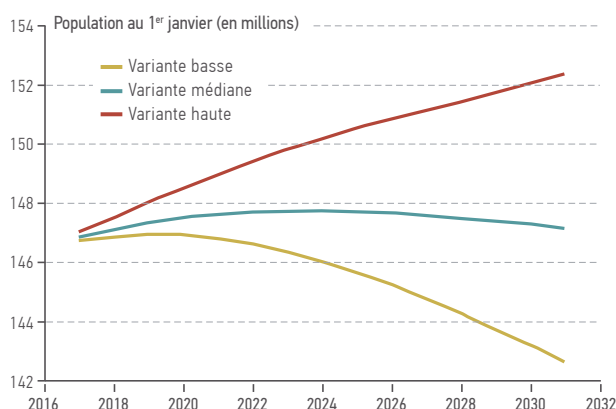
Nous nous concentrerons ici sur trois aspects : la taille de la population, la fécondité et la mortalité (nous avons évoqué la question migratoire dans un précédent volume<sup>3</sup>). De façon un peu étrange, de nombreux débats se sont focalisés sur la taille de la population, mise en relation avec la baisse de la fécondité, alors qu'en soi, la baisse d'une population n'a pas nécessairement de conséquences négatives ou n'est pas forcément l'expression inéluctable d'une crise démographique. Ceci est particulièrement vrai en Russie, où les évolutions de la population, si elles dépendent des niveaux de fécondité, de mortalité et de l'importance des flux migratoires, sont déterminées par bien d'autres facteurs encore. Le plus important est sans conteste la pyramide des âges, des plus irrégulières : une décroissance de la population peut être la simple conséquence de générations extrêmement creuses arrivant à l'âge de la maternité. Ainsi, quel que soit le niveau de fécondité, il est certain que la population, qui s'est remise à croître ces dernières années, va reprendre sa décroissance dans les prochaines années, des générations creuses approchant de l'âge moyen à la maternité (*graphique 1*)<sup>4</sup>, sauf développement d'une politique migratoire particulièrement active<sup>5</sup>. La variante haute de la projection fournie par Rosstat, seul à proposer la poursuite

3. Alain Blum, « La Russie, un territoire de migration en transformation », *Russie 2014. Regards de l'Observatoire franco-russe*, 2014, Le Cherche Midi, Moscou/Paris, pp. 198-208.

4. L'annexion de la Crimée a eu pour conséquence démographique d'augmenter les chiffres de la population fournis par le Service de la statistique de la Fédération de Russie de près de 3 millions d'habitants – chiffres supérieurs à la baisse à long terme de la population, prévue, antérieurement à 2014, à l'horizon 2030. En revanche, on ignore comment le Service de la statistique a pris en compte l'arrivée de plus d'un demi-million de réfugiés en provenance d'Ukraine, sachant qu'il est probable que, quelle que soit l'évolution internationale future, une grande partie restera sur le sol de la Fédération de Russie.

5. Nous excluons de nouvelles extensions territoriales de la Fédération de Russie.

GRAPHIQUE 1. PROJECTION OFFICIELLE DE LA POPULATION SELON TROIS VARIANTES – FÉDÉRATION DE RUSSIE (CRIMÉE COMPRISE) \*



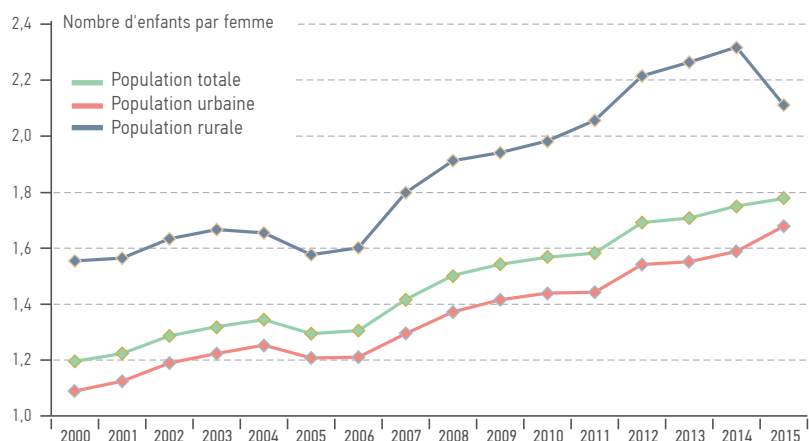
\* La France ne reconnaît pas l'appartenance de la Crimée à la Fédération de Russie.

Source : Rosstat.

de la croissance, imagine en effet un solde migratoire de près d'un demi-million de personnes chaque année (hypothèse qui suppose une immigration annuelle encore plus importante, compte tenu de l'émigration) et une fécondité qui continuerait sa croissance et se stabiliserait autour de deux enfants par femme. La variante médiane, plus vraisemblable mais que nous aurions tendance à percevoir comme plutôt haute, suppose un solde migratoire avoisinant les trois cent mille par an et une fécondité stabilisée à un niveau supérieur à son niveau actuel. La variante basse n'anticipe d'ailleurs pas de baisse de la fécondité.

Seconde question, la fécondité. Son évolution est le plus souvent présentée comme l'expression d'une grande réussite de la politique nataliste mise en place par les autorités russes à partir de 2006. Les démographes polémiquent avec les politiques pour évaluer l'effet réel de cette politique, les premiers considérant que l'effet n'est pas considérable et qu'on ne peut en aucune manière lier directement le « capital » et l'ampleur de la hausse de l'indicateur de fécondité, passé d'1,2 enfant par femme en 2006 à plus d'1,7 en 2015. Aux responsables publics qui affirment ainsi que l'effet de cette politique serait une hausse de 0,5 enfant par femme, les démographes répondent que cette politique a eu, sans aucun doute, un effet stimulant, mais qui ne dépasse pas 0,15 enfant par

GRAPHIQUE 2. INDICATEUR SYNTHÉTIQUE DE FÉCONDITÉ – 2000-2015, FÉDÉRATION DE RUSSIE\*



\* À partir de 2014, Fédération de Russie + Crimée et ville de Sébastopol.

Source : Rosstat.

femme. Comment expliquer une telle divergence entre l'effet calculé par les démographes et la variation de l'indicateur, lequel n'est en fait qu'une mesure particulière qui ne dit rien de ce que sera, en fin de parcours, la descendance des générations qui en aura bénéficié. De nombreux travaux démontrent désormais que, si elles ont eu un effet certain (et il serait difficile d'imaginer qu'il puisse en être autrement, les sommes allouées étant considérables par rapport au niveau de vie en Russie), il ne peut en aucune manière être mesuré par l'augmentation de l'indicateur de fécondité, qui saisit une situation du moment et non le bilan sur la vie d'une femme ou d'un homme. Les études les plus approfondies considèrent donc que la descendance finale des générations féminines ayant profité de ces mesures augmenterait de l'ordre de 0,15 enfant par femme. Le décalage avec le 0,5 enfant mesuré par l'indicateur s'explique par ce que l'on appelle des effets de calendrier et que l'on pourrait qualifier d'effets d'aubaine : les couples qui ont déjà un enfant se sont empressés d'en faire un autre, pour bénéficier d'une manne dont ils pouvaient craindre le caractère éphémère. Mais cela ne signifie pas qu'ils aient changé leur objectif final de taille des familles et que les familles

ou les femmes seules ne désirant pas un second enfant aient toutes été tentées par la somme en jeu.

L'évolution de la fécondité en milieu rural, qui fut la plus sensible à ces mesures (hausse de 45 % entre 2006 et 2014, contre 30 % en milieu urbain), ce qui peut se comprendre compte tenu de l'état de pauvreté des campagnes en comparaison des villes, semble aujourd'hui confirmer les analyses des démographes. Pour la première fois depuis 2006, la fécondité rurale connaît une baisse. On peut imaginer qu'elle marque un retournement de tendance, qui devrait toucher ensuite la fécondité urbaine. Ceci reste, bien entendu, à confirmer. Ces courbes sont intéressantes à double titre : d'une part, les divergences entre rural et urbain sont importantes mais, on le voit, elles l'ont toujours été et les mesures n'ont pas eu d'effets sensiblement différents, alors que certains avaient mis l'accent sur ce point pour souligner un effet « pervers » : celui qui aurait consisté à « favoriser » les familles les plus pauvres, perçues comme étant les plus « sensibles » à des mesures d'incitation financière ; d'autre part, ces courbes montrent que la tendance à la hausse ne s'est pas engagée en 2007, qu'elle n'a fait que se renforcer et se prolonger, et s'inscrit donc dans une forme de « rattrapage », suite, en particulier, à une période de retard de l'âge à la première naissance et de report des naissances, en partie liée aux difficultés économiques ainsi qu'à un changement de comportement, qui se rapprocherait de ce qu'on observe ailleurs en Europe<sup>6</sup>.

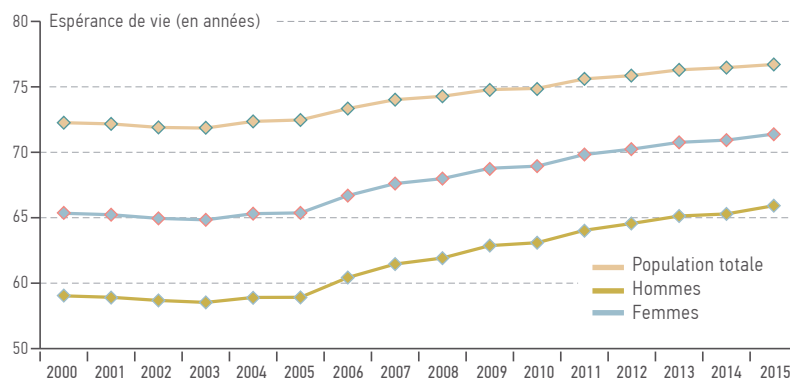
En revanche, comme nous l'avons déjà souligné dans un précédent volume<sup>7</sup>, les changements en termes de mortalité sont beaucoup plus significatifs. S'il faut parler de succès, c'est bien plus sur ce plan : l'espérance de vie à la naissance, qui n'avait cessé de se détériorer en tendance jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle et dont les très fortes fluctuations entre 1986 et 2000 n'étaient que la conséquence de la politique antialcoolique menée au milieu des années 1980, a connu un tournant qui semble désormais définitif, mettant un terme à une détérioration longue et dramatique (*graphique 3*).

Cela peut sembler paradoxal, car les politiques en matière de santé, de prévention ou d'équipement hospitalier ont été bien moins marquées et

6. Voir l'analyse très approfondie de Sergueï Zakharov citée plus haut. Sergueï Zakharov est sans nul doute l'un des meilleurs spécialistes de ces questions, qui porte une attention soutenue à la mesure, donc à l'estimation des descendance finale des générations, et non simplement à l'indicateur synthétique de fécondité.

7. Alain Blum, « La Russie, un territoire de migration en transformation », *op. cit.*

GRAPHIQUE 3. ÉVOLUTION DE L'ESPÉRANCE DE VIE ENTRE 2000 ET 2015, FÉDÉRATION DE RUSSIE\*



\* À partir de 2014, Fédération de Russie + Crimée et ville de Sébastopol.

Source: Rosstat.

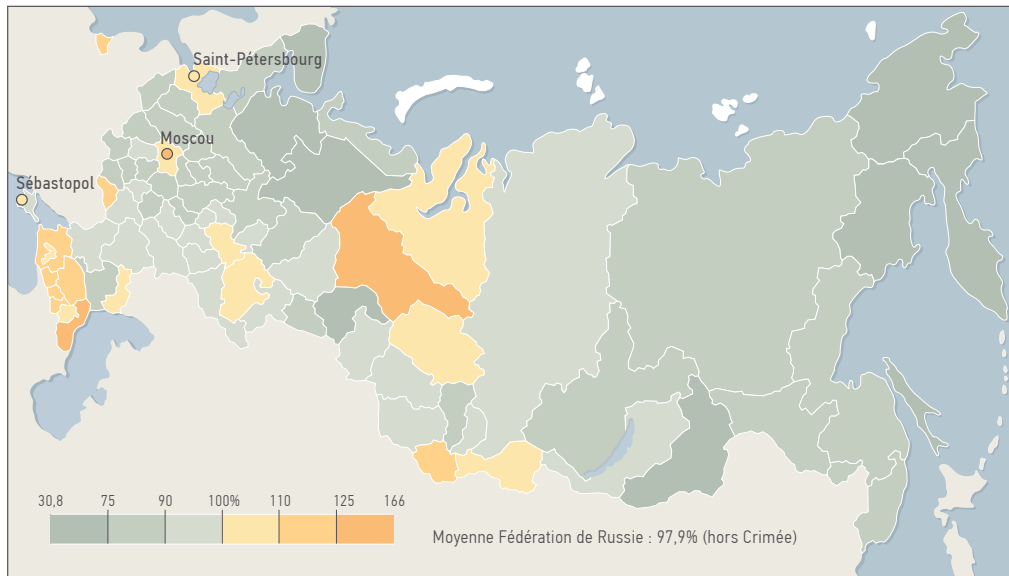
publicisées qu'en termes de fécondité. Or, les transformations sont bien là. Il s'agit d'une convergence, lente mais réelle, vers les niveaux observés ailleurs en Europe, convergence qui correspond à un délai d'une dizaine d'années et que l'on relève dans les pays d'Europe centrale et orientale<sup>8</sup>. Les explications demeurent encore hésitantes, tant ce renversement de tendance ne correspond pas à des mesures claires et fortes de la politique de santé ou d'investissements massifs dans le système de santé. Si les dépenses en matière de politique sociale se sont accrues ces dernières années, celles en matière de santé sont restées d'une grande stabilité, entre 10 et 12 % du budget consolidé (intégrant les budgets des régions)<sup>9</sup> et autour de 3,5 % du PIB.

Il faut donc chercher ailleurs les raisons d'un tel retournement. La politique antialcoolique est certainement un des facteurs – politique plus continue qu'elle ne le fut dans les années 1980, fondée non sur des mesures brutales et difficiles à tenir sur le long terme, mais sur des taxations et la répression de la production d'alcool frelaté. Cependant, c'est sans doute bien dans la nature politique du

8. Alain Blum, « La Russie, un territoire de migration en transformation », *op. cit.*

9. Voir à ce propos N. Zoubarevitch et E. Gorina, « Sotsialnye raskhody v Rossii : federalny i reguionalnye bioudjety [Dépenses sociales en Russie : les budgets fédéral et régionaux] », Institutoupravleniasotsialnymi protsessami, Tsentr analiza dokhodov i ourovnia jizni, Vyschaïa Chkola Ekonomiki, 2015, <https://www.hse.ru/data/2015/05/20/1097292445/Выпуск%203.pdf#203.pdf>

## ÉVOLUTION DE LA POPULATION EN RUSSIE, PAR RÉGIONS (EN POURCENTAGES DE 2015 PAR RAPPORT À 1989)



Source : Rosstat.

système que l'on trouvera l'explication centrale. Comme le soulignent Vladimir Chkolnikov, l'un des spécialistes les plus éminents, et ses collègues : « [...] *The recent decline in Russian mortality can be attributed to a combination of factors, including changes in behavior (decreases in alcohol consumption, improvements in diet), the implementation of health policies (use of drugs to lower blood pressure, increased access to and use of high-tech medical and surgical interventions), and improvements in economic conditions. Even if some of these factors have had only a temporary effect, the decline may be more sustainable than the two previous downward trends. It is likely that contemporary Russia is now in the initial stage of the cardiovascular revolution and could be on a path to a new mortality regime* »<sup>10</sup>.

Cette conclusion masque pourtant un fait : ce sont bien les formes de transfert de la responsabilité des politiques de santé aux établissements hospitaliers et

10. Pavel Grigoriev *et al.*, «The Recent Mortality Decline in Russia: Beginning of the Cardiovascular Revolution?», *Population and Development Review* 40, n° 1, March 1, 2014, pp. 124-125.

aux médecins, et non une centralisation extrême, qui ont permis aux premiers de s'équiper en matériels divers, leur donnant les moyens de prévenir et de soigner les maladies cardio-vasculaires (la cause la plus importante de l'écart entre la Russie et les autres pays européens). C'est aussi la conséquence (bien que cette hypothèse soit difficile à démontrer) d'une circulation désormais large de l'information sur la santé et la mortalité. Durant toute la période de détérioration des années 1970 et 1980, aucune information ne circulait, les statistiques n'étaient pas publiées. On ne pouvait, en outre, débattre publiquement de la détérioration. À partir du milieu des années 1980, les indicateurs paraissent, les milieux scientifiques découvrent (ou peuvent librement étudier, dans le cas des Russes qui, auparavant, connaissaient la situation) l'ampleur de la crise et en discutent entre eux. Mais la mortalité reste assez en retrait dans les débats publics. Puis, à compter de la fin des années 1990, l'opinion devient de plus en plus sensible à ces questions, évoquées désormais ouvertement. Cette circulation de l'information, articulée à une sensibilité accrue du milieu médical et à l'accessibilité d'équipements modernisés, a contribué au renversement durable de tendance. Sans doute la mortalité reste-t-elle soumise à des contraintes conjoncturelles et ne peut-on exclure un ralentissement de la baisse, voire un retournement conjoncturel. Mais la tendance est certainement bien engagée, et l'on devrait continuer à se rapprocher d'une situation désormais commune à la plupart des pays d'Europe.